



Bureau Régional pour l'Education en Afrique
BREDA - Dakar

BULLETIN EPT AFRIQUE – Septembre 2002

Bienvenue sur le Bulletin électronique EPT Afrique

Financement du processus EPT

Pour financer l'EPT d'ici à l'an 2015 les différentes estimations faites par les agences du Système des Nations-Unies (UNESCO, UNICEF et Banque Mondiale) placent la barre entre 7 et 15 milliards de dollars US par an. Faisant de l'EPT la priorité n°1, les structures de l'UNESCO siège, le BREDA et les bureaux hors siège de la région Afrique subsaharienne ont mis à la disposition des équipes nationales en charge de la préparation des plans d'action nationaux EPT de chacun des quarante six pays au moins 10 000 \$US en 2001/2002 sans compter les ressources déployées pour organiser les missions d'appui technique et les concertations du forum régional et des forums sous-régionaux. Il convient de mentionner que sur le terrain, les autres agences du Système des Nations Unies, parrains de l'EPT (Banque Mondiale, UNICEF, FNUAP, PNUD) ainsi que les organisations bi et multilatérales, les ONG et de la société civile apportent des contributions directes aux activités d'élaboration des plans d'action EPT.

Dans ce cadre, l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie a signé un protocole d'accord avec le BREDA pour appuyer une vingtaine de pays d'Afrique Francophone à préparer leurs plans d'action EPT à leur demande.

L'initiative récente de la Banque Mondiale «EFA fast track» qui est une modalité accélérée de financement de l'EPT pour treize pays d'Afrique (*Burkina Faso, République démocratique du Congo, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, République unie de Tanzanie, Zambie*) est bien l'illustration «qu'aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne voie ses efforts contrariés par le manque de ressources» Au niveau bilatéral, le soutien apporté par le Danemark et la Banque Mondiale au secteur de l'éducation au Mozambique respectivement pour 60 et 71 millions de \$ US, mérite d'être aussi cité en exemple.

Le plus important pour les pays africains est de préparer des plans crédibles pour disposer de l'outil principal de dialogue avec les partenaires techniques et financiers pour la mobilisation des ressources internes et externes nécessaires à la mise en oeuvre des objectifs EPT d'ici à 2015.

B. SOSSOU
LBE/DFU - BREDA
b.sossou@unesco.org

REUNIONS

Conférence des Ministres et Experts de l'Education des Etats Membres de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

La conférence des Ministres et Experts de l'Education des Etats Membres de la CEDEAO se tiendra du 20 au 25 septembre 2002 à Dakar au Sénégal. La Conférence se fera en deux phases : une réunion des experts qui se tiendra du 20 au 23 septembre et une réunion des Ministres qui aura lieu du 24 au 25 septembre.

L'objectif principale de la conférence, qui regroupera 16 Ministres de l'Education, 32 experts et des partenaires au développement, est d'examiner et de ratifier le protocole de la CEDEAO sur l'éducation et la formation, et la convention sur la reconnaissance des diplômes, des équivalences et autres qualifications dans les Etats membres de la CEDEAO. La réunion des experts aboutira à l'élaboration d'un plan d'action à intégrer dans le protocole sur l'éducation et la formation en considérant l'harmonisation et la synchronisation des objectifs de la Décennie pour l'Education en Afrique, ceux de l'Education Pour Tous (EPT), et du NEPAD pour assurer une cohérence dans la planification stratégique du développement des ressources humaines dans la zone de la CEDEAO. En plus, quatre projets prioritaires seront examinés et approuvés par les Ministres. Il s'agira : (i) de la formation des enseignants par le moyen de dispositifs d'enseignement libre et à distance ; (ii) l'enseignement des sciences, des technologies et la formation professionnelle ; (iii) l'éducation des filles et le renforcement des structures de FAWE en Afrique de l'Ouest et (iv) le VIH/SIDA et l'Education.

A la fin de la conférence, il est espéré que : (i) les objectifs de l'Education Pour Tous, ceux de la Décennie de l'Education en Afrique, des objectifs de développement du millénaire et du NEPAD seront synchronisés et harmonisés dans le but d'en faire un programme intégré et un plan d'action du protocole de la CEDEAO sur l'éducation en Afrique de l'Ouest ; (ii) les quatre projets décrits seront prêts pour la mise en œuvre et (iii) la coopération sous-régionale en éducation sera renforcée.

Mactar Diagne
UNESCO-BREDA
mt.diagne@unesco.org

ACTIONS PAR PAYS

Elaboration du Plan d'action EPT en Angola : Promesse tenue

Après la tenue du Forum Mondial de l'Education pour tous (Dakar 2000) le gouvernement angolais a mis sur pieds une commission nationale de l'EPT afin de préparer le forum national de l'EPT, de dynamiser et coordonner le processus d'élaboration du PAN/EPT.

Différentes étapes se sont succédées et se résument aux points suivant :

Sept 2001 : élaboration de la 1^{ère} version du PAN/EPT, et l'approbation de la loi de base du système éducatif et la stratégie intégrée pour l'amélioration du système.

- Nov 2001 : organisation d'une série de consultations élargies aux sociétés civiles, partenaires sociaux, parrains EPT, et aux autres instituts publics et privés.
- Avril 2002 : organisation des séminaires de sensibilisation de l'opinion publique et implication de parrains EPT dans le processus de préparation du Forum National EPT.
- Mai 2002 : consultation au niveau provincial, discussion et analyse des stratégies de l'EPT.
- Juillet 2002 : organisation de nouvelles consultations élargies pour discuter du plan d'action EPT en vue de la validation finale.
- Août 2002 : Forum National de l'Education pour la validation du PAN/EPT de l'Angola.

Mme Francisca ESPIRITO SANTO
 Vice-Ministre de l'Education Nationale et Coordinatrice National EPT de l'Angola
 fesanto@netangola.com

Rapport de l'Afrique du Sud sur l'évolution des plans d'action nationaux pour l'EPT depuis 2000

Le Ministère de l'éducation a fait des progrès dans l'établissement d'un cadre légal définissant la politique adéquate pour mener des actions soutenues en la matière :

- ✍✍ d'élaboration d'une politique d'éducation pour tous
- ✍✍ de prise en charge de la petite enfance
- ✍✍ de construction d'infrastructures
- ✍✍ d'éducation et de formation des adultes
- ✍✍ d'intégration du VIH/SIDA dans l'éducation
- ✍✍ de renforcement du financement destiné à la lutte contre la pauvreté
- ✍✍ de réforme et de mise en place de programmes scolaires

De même, il y a le Programme Tirisano du Ministère de l'Education (un programme quinquennal de 1999 à 2004) mettant l'accent sur l'alphabétisation et l'éducation des adultes, l'éducation pour tous, la lutte contre le VIH/SIDA, l'égalité entre les sexes, la promotion de la formation et de l'éducation, le développement d'infrastructures, de la prise en charge de la petite enfance, et l'efficacité institutionnelle et administrative dans tous les sous-secteurs de l'éducation.

Le plan national stratégique de l'Afrique du Sud est basé sur des priorités nationales mais influencé par les objectifs du développement international (tels que ceux de l'Education pour tous, du Millenium Plan et du NEPAD) avec des aménagements et additifs locaux. Ce plan stratégique sera publié et servira de base pour le plan d'éducation du pays.

Parmi les défis on peut noter :

- ✍✍ L'institutionnalisation et le renforcement du cadre de supervision et d'évaluation de l'accès à l'éducation (y compris l'EPT) à l'échelle nationale et régionale.
- ✍✍ Le renforcement des efforts pour réduire les obstacles qui s'opposent à une éducation de qualité. L'impact de la pauvreté sur l'éducation, la formation, et le développement des ressources humaines en général, constitue un vrai problème dans les pays où le

niveau de pauvreté atteint des proportions inacceptables. L'amélioration de la qualité est une priorité dans le système surtout avec l'impact grandissant de la pauvreté et du VIH/SIDA sur la situation socio-économique de l'Afrique du Sud.

Le renforcement de la gestion et de la gouvernance du système à l'échelle nationale, régionale et locale.

Carol NUGA DELIWE
Coordonnateur EPT, Afrique du Sud
deliwe.c@doe.gov.za

Windhoek

Le Bureau de l'UNESCO à Windhoek a tenu du 14 au 15 août 2002, une concertation à l'intention des coordinateurs de l'EPT et des Secrétaires Généraux des Commissions Nationales des Pays sous sa responsabilité, à savoir Angola, le Lesotho, L'Afrique du Sud et le Swaziland. L'objectif de cette Consultation était de procéder à l'évaluation de la situation dans le développement et la finalisation des plans nationaux dans ces pays respectifs, d'échanger leurs expériences et de discuter des voies et moyens pour améliorer l'application de ces plans d'action.

L'Assemblée Nationale de la Namibie a organisé, en collaboration avec les représentants namibiens du Forum des Parlementaires Africains pour l'Education (FAPED), un atelier d'information de deux jours sur le FAPED à l'intention des Parlementaires de l'éducation des 12 pays de la SADC. Cet atelier, qui s'est tenu le 12 et 13 août à Windhoek, a débattu de sujets liés à l'éducation dans le cadre de l'EPT et a traité des modalités pour renforcer la capacité des parlementaires dans le domaine de l'éducation.

Aune Naanda
UNESCO-WINDHOEK
a.naanda@unesco.org

Education pour Tous (Nigeria) : Activités EPT

Suite au Cadre d'action de Dakar, le Nigeria a commencé une analyse contextuelle pour s'assurer que les initiatives courantes menées par le gouvernement avec le soutien des IDP étaient conformes aux objectifs de Dakar.

Il en a résulté que le gouvernement fédéral du Nigeria pour faciliter l'EPT, a inauguré le Forum National EPT en août 2002 avec pour objectif d'élaborer un Plan National d'Action pour la fin de l'année 2002. Ainsi, pour démontrer son engagement dans l'EPT, le gouvernement fédéral du Nigeria a créé un bureau de coordination nationale EPT dans le Ministère Fédéral de l'Education et a concédé sa direction à un membre de la société civile.

Pendant le caucus de ministres de l'éducation nationale à Paris en octobre 2001, le Nigeria a été nommé président du Forum régional de l'EPT afin de maintenir un haut niveau d'engagement politique au niveau international.

Actuellement le Nigeria propose de s'engager dans un exercice national de sensibilisation afin de faciliter le processus EPT.

Au mois de mai 2002 le gouvernement fédéral du Nigeria, en collaboration avec l'UNESCO, a célébré la semaine de l'EPT. Ce même mois, l'UNESCO a organisé une table ronde avec les leaders des secteurs industriels et des affaires pour discuter de leur rôle dans le processus de l'EPT.

Mrs Amina Ibrahim
EFA coordinator in Nigeria
E-mail:barliyu@yahoo.com

Réunion nationale sur l'EPT au Zimbabwe

Une réunion fructueuse sur l'EPT a été tenue à Mutare, au Zimbabwe au mois de juillet 2002. Ont pris part à cette rencontre deux participants de chacun des neuf bureaux régionaux ; un chargé de la Planification et un autre de l'assurance qualité. Cet atelier a été organisé sous le patronage de l'UNICEF.

Les objectifs de cet atelier étaient de :

- 1) présenter le projet de Plan d'Action National (PAN) de l'EPT aux personnels des régions
- 2) réviser le document du PAN;
- 3) renforcer le PAN en matière de lutte contre le VIH/SIDA, de module d'assistance à l'éducation de base, de construction d'écoles dans les nouvelles zones de peuplement
- 4) mettre sur pied des volets régionaux de l'EPT
- 5) visiter une école primaire dans une zone rurale pour voir des aspects de l'éducation de qualité qui y est dispensée
- 6) définir l'avenir par rapport à la finalisation du PAN.

Les participants ont ainsi émis des idées utiles pour améliorer les volets des six objectifs de l'EPT, y compris le cadre logique. Les discussions sur l'objectif (3) ont été les plus intéressantes. Il a été unanimement reconnu que sans la mise sur pieds de méthodes efficaces pour combattre la pandémie du VIH/SIDA, l'éducation pour tous d'ici 2015 restera une chimère. L'atelier doit être suivi d'un travail où quelques six personnes vont intégrer les amendements au projet de document du PAN.

Le Zimbabwe reste confiant qu'il pourra mettre sur pieds un PAN crédible, défendable et réalisable.

Thomas Machingaidze
Coordonnateur de l'EPT au Zimbabwe
tmachingaidze@yahoo.co.uk

L'EDUCATION EN AFRIQUE

Le G-8 approuve un plan pour renforcer l'éducation pour tous

Calgary, Canada (PANA) - 27/06/2002 - Les dirigeants des sept pays les plus industrialisés du monde, plus la Russie (G-8) réunis à Calgary, au Canada au mois de juin 2002, ont approuvé un plan pour accroître l'aide destinée à l'éducation afin que tous les enfants en âge d'aller à l'école puissent y aller, d'ici à 2015. Un panel du G8 a publié un rapport demandant

une augmentation de l'aide allouée à l'éducation de base pour les pays qui prouvent leur engagement vis-à-vis de l'éducation à travers des politiques appropriées et l'allocation d'au moins 20 pour cent de leurs dépenses gouvernementales au secteur de l'éducation.

Toutefois, le rapport laisse toute latitude aux pays donateurs pour décider du montant qui sera accordé. L'augmentation proposée est cependant loin des 25 milliards de dollars de financement nouveau qui, selon le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, sont nécessaires chaque année pour mettre l'Afrique sur la voie de la prospérité. L'appui à l'Afrique dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a constitué un des principaux points à l'ordre du jour au Sommet du G8. Les présidents de l'Algérie, du Nigeria, du Sénégal et d'Afrique du Sud étaient à Calgary afin de convaincre les dirigeants du G8 de soutenir la nouvelle initiative de développement.

Coopération statisticiens/coordonateurs africains de l'EPT

Abidjan, Côte d'Ivoire (PANA) - 21/06/2002 - Plusieurs experts de l'éducation venus d'une vingtaine de pays africains ont décidé au mois de juin 2002 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, de "renforcer la coopération entre les statisticiens et les coordinateurs nationaux" de l'Education pour tous (EPT), a-t-on appris sur place. Au terme d'un atelier régional, ces experts ont indiqué que cette mesure qui s'appuie sur l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) permettra notamment d'"assurer une meilleure évaluation et un suivi efficace de la mise en oeuvre de l'EPT".

Selon la secrétaire générale de la Commission nationale ivoirienne pour l'UNESCO, Mme Yao Yao, cette rencontre revêt une "importance primordiale pour les pays africains dans la mesure où l'analphabétisme est aujourd'hui un défi majeur à l'UNESCO pour qui le secteur éducation/formation demeure une priorité". Elle a également souligné que "toute politique éducative ne saurait être menée à bon terme si elle n'est soutenue par un dispositif statistique performant et fiable, outil important et incontournable d'aide à la décision".

On rappelle que lors de leur rencontre, qui s'est déroulée du 15 au 20 juin 2002 dans la capitale économique ivoirienne, les experts de l'éducation ont présenté la stratégie à moyen terme de l'ISU pour 2002-2007.

La Zambie introduit les langues africaines dans l'enseignement

Lusaka, Zambie (PANA) - 09/06/2002 - Les autorités académiques zambiennes ont introduit, depuis janvier dernier, une nouvelle méthode d'enseignement impliquant l'apprentissage des leçons dans les langues locales pour, disent-elles, accroître le niveau de compréhension des élèves et relever le taux d'alphabétisation. Les dialectes locaux sont utilisés dans le cadre du programme baptisé "Nouveau pas vers l'alphabétisation" ou NBTL.

Le ministre zambien de l'Education, a expliqué que quatre langues vernaculaires - Lozi (Province Ouest), Tonga (Sud), Nyanja (provinces Est et Lusaka) et Bemba pour les régions nord, Luapula et Copperbelt, ont été introduites au début de l'année scolaire.